

sommaire

CHRONIQUE

L'ordonnance n° 2020-744 du 17 juin 2020 et la nouvelle « modernisation » des schémas de cohérence territoriale. Seydou TRAORÉ 751

JURISPRUDENCE

Etat

L'État doit-il prendre en considération les stipulations de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) du 9 mai 1992 et l'accord de Paris du 12 décembre 2015 conclu dans ce cadre prévoyant des engagements de prendre les mesures nécessaires pour lutter contre le changement climatique ? 759

■ CE (6/5 CHR) 19 novembre 2020, *Commune de Grande-Scynthe*, n° 427301
Conclusions Stéphane HOYNCK
Observations Lucas DERMENGHEM et David DEHARBE

Police administrative

À quelles conditions le maire peut-il autoriser le stationnement des véhicules sur les trottoirs ? 775

■ CE (5/6 CHR) 8 juillet 2020, *Association Les droits du piéton en Vendée*, n° 425556
Conclusions Cécile BARROIS DE SARIGNY

Le maire d'une commune peut-il interdire l'usage du glyphosate sur sa commune ? 779

■ TA Cergy-Pontoise 8 octobre 2020, *Commune de Pierrelaye*, n° 1915489
■ TA Cergy Pontoise 8 octobre 2020, *Commune de Bessancourt*, n° 2000727
Conclusions Corinne CHARLERY
Observations David DEHARBE et Maeliss LOISEL

En dépit du décret fixant la liste limitative des activités des magasins susceptibles d'accueillir du public, un maire peut-il prendre un arrêté autorisant l'ensemble des commerces à ouvrir sur le territoire de sa commune ? 795

■ TA Besançon (JRF) 5 novembre 2020, *Prefet du Doubs c/ Commune d'Audincourt*, n° 2001666

Fonction publique territoriale

Peut-on légalement modifier les attributions d'un agent recruté avant la loi du 26 janvier 1984 ? 798

■ CAA Lyon (3^e ch.) 30 juin 2020, *Mme Sonia Leenhardt*, n° 18LY01057
Conclusions Samuel DELIANCOURT

Dans quelles conditions un agent peut-il bénéficier de congés bonifiés ? 804

■ CAA Lyon (3^e CH) 8 octobre 2020, *Boisgris*, n° 18LY02945
Conclusions Samuel DELIANCOURT

Finances publiques locales

Le comptable public a-t-il qualité pour effectuer tous actes interruptifs de la prescription quadriennale en matière de recouvrement des créances ? 807

■ CE (3/8 CHR) 21 septembre 2020, *Communauté d'agglomération Chalon-Val-de-Bourgogne*, n° 430915
Conclusions Laurent CYTERMANN
Observations Vincent FELLER

Contentieux des collectivités locales

Est-il possible d'apporter la preuve de la publication d'une délégation de signature après la clôture de l'instruction devant le juge administratif ? 815

■ CE (5/6 CHR) 8 juillet 2020, *SCV le 118 Résidence*, n° 420570
Conclusions Cécile BARROIS DE SARIGNY

BRÈVES DE JURISPRUDENCE Sébastien FERRARI 820

L'OFFICIEL EN BREF Sébastien FERRARI 824

MODÈLE D'ACTE MODÈLE DE DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL PROPOSANT LA SUPPRESSION DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE (DANS UNE COMMUNE DE MOINS DE 1 500 HABITANTS) 830